

Afrique : Raisons de la régression économique

par A.B.

Au cours des dernières décennies, l'analyse des résultats des différentes politiques de développement a fait apparaître des divergences entre pays développés et pays en développement.

Le monde actuel peut être représenté en pays exportateurs de produits de base et en pays exportateurs de produits manufacturés, le marché d'échanges restant largement défavorable aux premiers.

La dépendance des pays en développement vis-à-vis des pays industrialisés, notamment en matière de financement de leur investissement engendre une dette extérieure de plus en plus élevée, qui grève lourdement leurs recettes d'exportations.

La nouvelle forme de protectionnisme pratiquée par les pays développés à l'égard de leurs importations en produits manufacturés, en provenance des pays en voie de développement.

L'Afrique doit tendre, outre ses options agronomiques classiques, à s'industrialiser, en essayant, dans une première phase, à manufacturer ses matières premières. Une plus value certaine de celles-ci en résultera. D'autre part, pour mieux assurer une complémentarité rationnelle, il faut créer si possible dans chaque pays africain, une «zone de spécialisation», mise spontanément en branche par certaines conjonctures locales.

Le ministre algérien de l'économie, M.Ghazi Hidouci, a estimé dans une interview publiée par le mensuel « Dialogue international » paraissant à Paris, qu'il y avait entre les pays du Maghreb « des aires de spécialisation extrêmement importantes ».

M. Hidouci a relevé les « champs de production importants pour lesquels le Maroc est plus favorable pour l'Algérie que le marché européen, parce qu'il ya une évolution de l'économie marocaine. De la même manière qu'il ya un champ pour lequel l'industrie algérienne lui est plus favorable que l'importation».

D'autre part, « une meilleure santé et un meilleur niveau d'éducation permettraient de s'attaquer à la fois avec causes et avec conséquences de la pauvreté ». C'est le président de la banque mondiale Barber Conable qui nous le rappelle, dans son rapport annuel sur le développement dans le monde. Il ne faut guère compter sur les aides des pays industrialisés. M. Conable a déclaré qu'il lui semblait évident que « l'avenir du Tiers-monde était étroitement lié à l'activité économique des pays étroitement industrialisés ».

C'est vrai, mais il faut l'entendre dans un contexte autre que celui que l'Occident essaie de nous l'inclure ; nous devons chercher à exploiter nous-mêmes, ne serait-ce qu'en partie, nos ressources premières qui constituent une des assises foncières du développement du monde industrialisé.

Il est curieux de relever le leit-motiv classique par lequel l'Occident essaie de motiver le processus de dépendance de l'Afrique de certaine politique, bien orchestrée, pour la maintenir sous sa tutelle. La Banque mondiale précise, en effet, dans un de ses rapports :

« Pour les nations en voie de développement, un ralentissement de l'activité économique des pays industrialisés signifierait moins de débouchés pour leurs exportations, une charge de la dette plus lourde, une possible baisse des prix des matières premières et probablement une réduction de l'aide ».

Il est vrai que la croissance démographique incontrôlée en Afrique, joue un rôle maléfique ; elle dépassera, certes, toute expansion économique et fera croître la pauvreté. Déjà, un milliard de personnes, environ le quart de la population de la planète, disposent de revenus annuels inférieurs à 370 dollars. Une sérieuse planification, ne serait-ce que par espacement des naissances, doit être l'objectif essentiel. Malheureusement, la production alimentaire des pays du Tiers monde a fortement augmenté depuis 1965,

sauf en Afrique où la population s'est accrue plus rapidement que la production, selon une étude publiée aux Etats-Unis.

La population du Nigéria, le plus grand pays noir du monde, atteindra le chiffre de 160 millions en l'an 2000 et de 240 millions en 2015, selon une étude récente de la Commission Démographique Nationale.

Selon un rapport de la Banque Mondiale, la clé du redressement de l'Afrique est d'investir davantage dans la plus grande de ses ressources, sa population. Mais le rythme de l'expansion démographique de l'Afrique constitue l'un de ses plus gros problèmes. Actuellement de 3,3 % par an en moyenne, ce taux devra être ramené à une moyenne de 2,75 %.

La malnutrition et la faim constituent une menace permanente pour le continent africain, tel est l'avis des experts de divers organismes internationaux de la FAO et de l'OMS, ainsi que ceux d'autres pays et organismes internationaux et régionaux.

Même avec des importations estimées à 28 millions de tonnes de céréales en 1988, pour l'ensemble du continent, des millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne continuent à souffrir de la faim et de la malnutrition, et certains sont au bord de l'inanition. C'est pourquoi, dans la publication du PNUD intitulée rapport "mondial sur le développement humain", il est instamment demandé qu'une part extrêmement importante du total de l'aide, fournie sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt, soit réservée à l'Afrique, compte tenu de la "tendance croissante à la concentration de la pauvreté" dans cette région.

Il est vrai que le même problème se pose pour le reste du Tiers-Monde. Un habitant sur sept souffre de la malnutrition dans les pays d'Amérique latine, soit quelque 55 millions de personnes, et la situation pourrait encore s'aggraver d'ici l'an 2.000, selon un rapport de l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations-Unies (FAO), rendu public à Santiago.

Mais en Afrique, il a plus d'acuité, car le continent aura 2 milliards d'habitants après l'an 2.000.

Le ministre français de la Coopération Jacques Pelletier qui s'adressait aux journalistes de la presse eurafricaine, a déclaré :

« Avec un taux de croissance démographique de 3 % en moyenne, l'Afrique aura deux milliards d'habitants en 2.025 contre un peu plus de 600 mil-

lions aujourd'hui (...) ou bien nous aiderons l'Afrique à se développer ou bien nous serons contraints d'accueillir ou de refouler - plusieurs millions d'Africains en Europe ».

« Dans l'Europe de 1993, les entreprises européennes seront confrontées à la concurrence des transnationales américaines et japonaises. Il est donc nécessaire d'intégrer les pays CAP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). L'Afrique est l'avenir à moyen terme de l'Europe toute entière ».

L'hebdomadaire "L'écho de l'Afrique" a consacré une étude détaillée sur l'évolution et les perspectives des rapports entre les pays du Sud-Méditerranée, singulièrement des pays du Maghreb et l'Europe.

« L'évolution économique et politico-religieuse de la façade Sud de la Méditerranée, singulièrement des pays du Maghreb, est suivie par l'Europe avec une grande attention.

Celle-ci, à tort ou à raison, s'émeut de la démographie galopante de l'Afrique du Nord. 120 millions d'habitants d'ici l'an 2000 qui risquent de submerger l'Europe du Sud, s'ils ne trouvent pas chez eux, des raisons de vivre et, d'abord, la possibilité de se nourrir.

C'est tout le problème de l'immigration qui est posé et, avec lui, celui de développement économique du Sud méditerranéen. Comment faire de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et demain de l'Egypte surpeuplée de vrais partenaires économiques ? »

Les matières premières, clé de la réussite des pays africains.

Les pays africains doivent relancer leurs secteurs de matières premières afin de transformer et d'améliorer de façon durable leur performance économique, recommande un rapport publié par les Nations-Unies.

Le rapport, « les problèmes de l'Afrique dans le secteur des matières premières : vers une solution », est l'œuvre d'un groupe d'experts présidé par M. Malcolm Fraser, un ancien premier ministre australien qui a présenté les conclusions de l'étude à Londres.

M. Fraser a estimé que contrairement aux idées en vogue ces dernières années, selon lesquelles les pays africains doivent réduire leur dépendance envers les matières premières et diversifier leurs économies, il est

important que ces pays mettent au point une stratégie dans le secteur des matières premières, qui est la clé de leur réussite économique.

Ce secteur représente 90 à 100 % des revenus d'exportations de la plupart des pays africains.

« Au lieu de négliger ce qui est la source principale d'alimentation, de revenus et de surplus à l'investissement, les hommes politiques africains doivent utiliser la production et le commerce des matières premières, comme le moteur de leur expansion », a-t-il déclaré.

La transformation de la situation économique africaine est essentiellement la tâche des gouvernements et de la population d'Afrique, mais dépend également de la communauté internationale.

Celle-ci doit appuyer leurs efforts sous formes d'aides et d'investissement, souligne le rapport.

Les objectifs d'une stratégie centrée sur les matières premières sont une plus grande sécurité alimentaire, la diversification dans la production de nouveaux produits de base, une augmentation des capacités de transformation et une amélioration de la coopération inter-africaine ainsi qu'entre pays producteurs et consommateurs.

Ces objectifs seront atteints plus facilement si les gouvernements s'impliquent moins directement et laissent le secteur privé et les fermiers jouer un plus grand rôle, affirme le rapport.

Lorsque les structures de direction des secteurs de matières premières ne peuvent pas être privatisées, elles devraient être décentralisées, recommande-t-il.

L'investissement, national et étranger, doit être encouragé particulièrement dans les secteurs des minerais, de la pêche et des forêts.

Le rapport souligne également la nécessité de nouveaux efforts de commercialisation, au moment où la consommation de produits africains augmente dans les pays de l'Est et en Asie.

Afin de faciliter l'accès des matières premières africaines dans les pays consommateurs, les pays industrialisés devraient supprimer leurs limitations quantitatives sur les importations. L'accord multi-fibre, qui limite les importations textiles, devrait en particulier être supprimé aussi vite que possible, recommande le rapport.

Les experts recommandent une augmentation de

l'aide budgétaire internationale aux pays africains, mais conseillent également aux gouvernements africains de réduire leurs dépenses de défense et d'allouer 25 % de leurs dépenses publiques à l'agriculture.

L'allégement du service de la dette est également vital pour permettre un redressement des économies africaines, estime le rapport.

Les experts recommandent en particulier au fonds monétaire international (FMI) de vendre 20 % de ses réserves d'or, sur plusieurs années afin de rectifier les arriérés des pays pauvres et de réduire ses taux d'intérêt sur les nouveaux prêts.

L'Afrique doit développer son industrie des engrains

L'exploitation du phosphate et sa transformation en engrais soulève de nombreux problèmes ; l'existence dans de nombreux pays d'Afrique de gisements de phosphate présente un grand intérêt pour l'ouverture sur de nouvelles technologies, et le développement de l'industrie des engrais phosphatés en général.

La consommation africaine d'engrais par hectare de terre arable s'élève à 12 Kg, contre 230 Kg en Europe occidentale.

Le développement de l'industrie africaine des engrais et notamment des engrais phosphatés, a fait l'objet d'une réunion qui s'est tenue du 3 au 6 janvier 1990 à Dakar, sous les auspices de l'ONUDI et à l'invitation du gouvernement sénégalais.

Causes du désinvestissement en Afrique

Le directeur général de l'ONUDI (organisation des nations-unies pour le développement industriel), M. Domingo Siazon, a estimé à Paris que le "désinvestissement" en Afrique n'est pas dû à l'ouverture vers l'Europe de l'Est, mais à des problèmes internes et externes.

Pour améliorer la gestion des ressources naturelles

Un programme de recherche collaborative est en cours au Mali, mené par des chercheurs de plusieurs instituts maliens et des collègues norvégiens à l'Université d'Oslo, initié en 1988, le programme vise à faire une recherche qui aide à améliorer l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, et à consolider la sécurité alimentaire.